

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	263
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	263
PREMIER BUREAU.....	263
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRÉSCRIVANT L'ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CRUSNES, BREHAIN-LA-VILLE, ERROUVILLE, SERROUVILLE ET TIERCELET	263
DEUXIEME BUREAU	263
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY-CAMPAGNE	263
ARRETE PRÉFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE	264
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	264
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	264
QUATRIEME BUREAU	265
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.03 DÉLÉGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PHILIPPE MORETAU,	265
CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST POUR LES AVIS A LA BATELLERIE	265
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.04 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PRÉFECTURE, DIRECTEUR DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	266
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	266
PREMIER BUREAU	266
DELEGATION A M. LE SOUS-PREFET DE TOUL A ENREGISTRER LES DECLARATIONS DE CANDIDATURES ET DEMANDES DE CONCOURS DE LA COMMISSION DE PROPAGANDE CHARGÉE DE L'ENVOI DES DOCUMENTS ELECTORAUX DES CANDIDATS A L'ELECTION PARTIELLE DU 12 MARS 2006 ET, EN CAS DE SECOND TOUR, DU 19 MARS 2006, DANS LA COMMUNE D'ECROUVES	266
DEUXIEME BUREAU	267
AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 171.....	267
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	267
PREMIER BUREAU	267
ARRETE AUTORISANT LE CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE DE CHALIGNY, LES VOIES ET RESEAUX DIVERS AINSI QUE LES ESPACES VERTS DU LOTISSEMENT « ZAC DE LA PLANCHELLE »	267
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	268
SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	268
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2594 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DU VAL DE LORRAINE DE PONT A MOUSSON	268
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2595 FIXANT POUR 2005	268
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES 4 CANTONS DE BACCARAT	268
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2596 FIXANT POUR 2005	269
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES 3 RIVIERES DE BLAINVILLE-SUR-L'EAU	269
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2597 FIXANT POUR 2005	270
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES ETANGS DE EINVILLE AU JARD	270
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	271
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	271
ARRETE PRÉFECTORAL N°2006-011 PRONONÇANT UNE APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHAREY	271
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ...	271
SERVICE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI	271
ARRETE N° 2/54/LOR/205 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	271
ARRETE N° 1/54/LOR/229 PORTANT AGREMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	272
ARRETE N° 1/54/LOR/230 PORTANT AGREMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	272
ARRETE N° 1/54/LOR/231 PORTANT AGREMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	272
ARRETE N° 2006-2.54.1 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	273
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	273
SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE	273
AERODROME DE DONCOURT-LES-CONFLANS	273
AVENANT N° 1 A L'ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT	273
NAVIGATION DU NORD-EST	274
SECRETARIAT GENERAL	274
DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE - DECISION DE M. MORETAU INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST - REPRÉSENTANT LOCAL DE VNF	274
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE	276

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT L'ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CRUSNES, BREHAIN-LA-VILLE, ERROUVILLE, SERROUVILLE ET TIERCELET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L562-1 à L562-9 ;

Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

Vu le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 ;

Vu le décret 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;

Vu la lettre du 25 avril 2003 à l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers ;

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement du 23 janvier 2006 ;

Considérant que ces études mettent en évidence au regard de l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1 - L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) est prescrite sur le territoire des communes de CRUSNES, BREHAIN-LA-VILLE, ERROUVILLE, SERROUVILLE et TIERCELET.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Le Directeur Départemental de l'Équipement, en liaison avec les services concernés de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, est chargé de l'instruction et de l'élaboration du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à :

- MM. les maires des communes concernées,

- M. le Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies de ces communes ainsi qu'au siège de l'EPCI concerné. Mention de cet affichage sera insérée dans le Répertoire Lorrain.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, MM. les maires des communes susvisées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 2 février 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DEUXIEME BUREAU

ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY-CAMPAGNE

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL et Nancy-Campagne et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul-Nancy-Campagne,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de TOUL et Nancy-Campagne,

VU l'arrêté préfectoral rectificatif en date du 23 août 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul et Nancy-Campagne,

VU le courrier de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy en date du 7 octobre 2005,

VU le courrier de l'association « union départementale des associations familiales » en date du 27 janvier 2006,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL et Nancy-Campagne avec voix consultative

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- Mme Fabienne GROB, déléguée à la tutelle, service tutelle - 40, rue Sainte Catherine- 54000 NANCY

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy

ARTICLE 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le sous-préfet de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE
SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du lundi 13 février 2006.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 31 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 2 mars 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS MICHENON, en qualité de future exploitante, afin de procéder à la création d'un magasin de vente de cycles à l'enseigne « CYCLES MICHENON-CULTURE VELO » de 580 m² de vente à HEILLECOURT.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HEILLECOURT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 6 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
Annie LEBEL

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 2 mars 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS HERLAURE, en qualité d'exploitante, afin de procéder à l'extension d'un magasin de bricolage-jardinage de 1973 m² de vente à l'enseigne BRICOMARCHE à CHANTEHEUX portant la surface totale de vente à 6064 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de CHANTEHEUX.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 6 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur, Annie LEBEL

[illegible]

En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU et de S. HECTOR, J.L.AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement exploitation (ou G. HEMBERGER, responsable de l'Unité Exploitation/Réglementation)					X	X	X	X	X	X
En cas d'absence ou d'empêchement de J.Ph. MORETAU et de S. HECTOR, J.L.AUBERTEIN et G. HEMBERGER : - H. REBOUCHE et en cas d'absence ou d'empêchement de H. REBOUCHE, P. SIMON - D. TABUTIAUX et en cas d'absence ou d'empêchement de D. TABUTIAUX, X. MARCHAL - Ph. GOEDERT et en cas d'absence ou d'empêchement de Ph. GOEDERT, D. GAILLARD chacun dans la limite de sa compétence territoriale								X (si inférieur à 12 heures)	X (si trafic faible)	X
Cadres d'astreinte A+ : D. BOURDELON, Secrétaire Général, B. TERRANOVA, Responsable de l'Arrondissement PROSPECTIVES-GESTION et FINANCEMENT, M. COURTEAU, Responsable de l'Arrdt DEVELOPPEMENT, Ph. LEFRANC, Responsable de l'Arrdt EAU/ENVIRONNEMENT, A. MAGNIER, Responsable de l'Arrdt ETUDES et GRANDS TRAVAUX					X	X		X	X	X

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.04 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PRÉFECTURE, DIRECTEUR DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand Azzi directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.56 du 5 décembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 5 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 05.BODE.56 du 5 décembre 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mohand Azzi, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 sera exercée :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Madame Françoise Gabrion, attachée principale, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex Bailly, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.

- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre Devidet, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Marie-Françoise Klouse, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau.

- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Brigitte Dedisse, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Sandrine Antoniazzi, attachée, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour" .

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

Nancy, le 21 février 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

PREMIER BUREAU

DÉLÉGATION A M. LE SOUS-PREFET DE TOUL A ENREGISTRER LES DECLARATIONS DE CANDIDATURES ET DEMANDES DE CONCOURS DE LA COMMISSION DE PROPAGANDE CHARGÉE DE L'ENVOI DES DOCUMENTS ELECTORAUX DES CANDIDATS A L'ELECTION PARTIELLE DU 12 MARS 2006 ET, EN CAS DE SECOND TOUR, DU 19 MARS 2006, DANS LA COMMUNE D'ECROUVES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Délégation est donnée à M. le sous-préfet de Toul en vue de l'enregistrement des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande chargée de l'envoi des documents électoraux des candidats à l'élection partielle du 12 mars 2006 et, en cas de second tour, du 19 mars 2006, dans la commune de Écrouves.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à M. le sous-préfet de Toul.

Fait à Nancy, le 13 février 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DEUXIEME BUREAU

AUTORISATION PREFECTORALE N° 171

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur El Mekki EL BEKKAOUI, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise de surveillance et de gardiennage, qu'il souhaite diriger à HERSERANGE, 2 rue Saint Eloi, sous la dénomination « ATLAS INTER SECURITE » ;

Vu les consultations du 13 décembre 2005 de M. le préfet de la Seine Saint Denis et de M. le directeur départemental de la sécurité publique ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur El Mekki EL BEKKAOUI ainsi qu'au directeur départemental de la sécurité publique.

Fait à Nancy, le 15 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

**ARRETE AUTORISANT LE CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE DE CHALIGNY , LES VOIES ET RESEAUX DIVERS
AINSI QUE LES ESPACES VERTS DU LOTISSEMENT « ZAC DE LA PLANCHELLE »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L318-3, R318-10 et R318-11;

VU le code de la voirie routière, notamment ses articles R141-4 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 au 18 janvier 2005;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur qui souligne que la parcelle AE 1173 devra être divisée pour ne conserver dans le domaine public que ce qui constitue l'emprise des rues Pierre Mendès France et Léo Lagrange ;

VU la délibération de la commune de Chaligny en date du 25 mars 2005 approuvant le projet de classement dans le domaine public des voies et réseaux divers et des espaces verts du lotissement « ZAC de la Planchelle » ;

VU la lettre du 6 juin 2005 de M. Marcel ANTOINE, propriétaire du lot n°11 du lotissement « ZAC de la Planchelle » s'opposant au projet de déclassement ;

VU la lettre du 3 août 2005 du maire de Chaligny demandant au préfet de prendre l'arrêté de déclassement suite à l'opposition de M. ANTOINE Marcel ;

CONSIDERANT que la division proposée par le commissaire-enquêteur ne se justifie pas dans le sens où le surplus de la parcelle AE 1173 constitue un espace vert accessible à tous et accueillant une aire de jeux destinée à un aménagement futur.

ARRETE

Article 1er : Sont classées dans le domaine public de la commune de Chaligny : Les voies et réseaux divers ainsi que les espaces verts du lotissement « ZAC de la Planchelle » constitués par les parcelles AE 1024, 1026, 1053, 1068, 1074, 1108, 1173, 1191;

Article 2 : la commune est autorisée à acquérir sans indemnité lesdites parcelles, indiquées en orange sur le plan annexé au présent arrêté , consultable en préfecture

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de CHALIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Nancy, le 23 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2594 FIXANT POUR 2005

LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DU VAL DE LORRAINE DE PONT A MOUSSONLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du Val de Lorraine 91 rue Pasteur 54 700 PONT A MOUSSON.

N° FINESS : 540013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	151 363	469 206
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	288 284	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	10 000	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	19 559	
Recettes	Groupe I	469 206	469 206
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 19 559 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de PONT A MOUSSON est fixée à :

469 206 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 34,84 €

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. du Val de Lorraine de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / AES / N° 2595 FIXANT POUR 2005

LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DES 4 CANTONS DE BACCARATLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 4 cantons 11bis, rue des Moulins 54 120 BACCARAT

N° FINESS : 540013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	119 480	452 025
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	307 848	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 049	
	Déficit reporté	14 648	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	452 025	452 025
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 14 648 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de BACCARAT est fixée à :

452 025 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 34,84 €

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 4 cantons de BACCARAT.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2596 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DES 3 RIVIERES DE BLAINVILLE-SUR-L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 3 rivières 1 rue du Presbytère 54 360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

N° FINESS : 540011288

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	160 636	547 366
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	368 708	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000	
	Déficit reporté	10 022	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	547 366	547 366
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 10 022 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de BLAINVILLE SUR L'EAU est fixée à : 547 366 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 33,33 €

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 3 rivières de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2597 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DU S.S.I.A.D. DES ETANGS DE EINVILLE AU JARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des Etangs 9 rue du Puits Gros Yeux 54 370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 540013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	130 946	506 533
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	352 755	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 918	
	Déficit reporté	14 914,12	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	506 933	506 933
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 14 914,12 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de EINVILLE AU JARD est fixée à :

506 933 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 30,84 €

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des Etangs de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL
**ARRETE PREFECTORAL N°2006-011 PRONONÇANT UNE APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER
COMMUNE DE CHAREY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2006 donnant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; VU la délibération du Conseil municipal en date du 16 juin 2003 demandant l'application du régime forestier à 2 ha 73 a 30 ca ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après et le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts en date du 3 février 2006 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1 - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de CHAREY	CHAREY	Au dessus des Rays	ZL	7	2,7330

Article 2 - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Maire de CHAREY

Nancy, le 8 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
SERVICE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI
ARRETE N° 2/54/LOR/205 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,

VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,

VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

VU l'agrément simple n° 1/LOR/205 obtenu par l'Association Assistance Vie à Domicile, sise 6 rue de la forge à BOUXIERES-AUX-CHÊNES, en date du 20 septembre 2004,

VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association Assistance Vie à Domicile le 24 juin 2004,

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association Assistance Vie à Domicile en date du 16 août 2005,

VU l'avis favorable du Président du Conseil Général à l'agrément de l'association Assistance Vie à Domicile pour son activité prestataire et mandataire d'aide à domicile des personnes âgées et des personnes adultes handicapées, en date du 28 novembre 2005,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'Association Assistance Vie à Domicile, sise 6 rue de la forge à BOUXIERES-AUX-CHÊNES, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activité : Assistance aux personnes âgées, handicapées ou dépendantes.
- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'association Assistance Vie à Domicile s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 1/54/LOR/229 PORTANT AGREMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,
VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,
VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,
VU la demande d'agrément simple présentée le 14 novembre 2005 par la SARL La Main Verte, sise 8 allée des bonnetons à PULNOY,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - La SARL La Main Verte, sise 8 allée des bonnetons à PULNOY, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activité : Petits travaux de jardinage.
- Mode d'intervention : Prestataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 - Le présent agrément est valable à compter du 1^{er} janvier 2006 au plus tôt et jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. La SARL La Main Verte s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 1/54/LOR/230 PORTANT AGREMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,
VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,
VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,
VU la demande d'agrément simple présentée le 25 novembre 2005 par l'Entreprise Individuelle CONSAID A DOMICILE, sise 17 rue Laurent Bonneval à NANCY,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'Entreprise Individuelle CONSAID A DOMICILE, sise 17 rue Laurent Bonneval à NANCY, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activité : Soutien scolaire.
- Mode d'intervention : Prestataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'Entreprise Individuelle CONSAID A DOMICILE s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 1/54/LOR/231 PORTANT AGREMENT SIMPLE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,
VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,
VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,
VU la demande d'agrément simple présentée le 26 octobre 2005 par l'Entreprise Individuelle GS FORMATIC, sise 19 route de Saint-Mihiel à DOMEVRE-EN-HAYE,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'Entreprise Individuelle GS FORMATIC, sise 19 route de Saint-Mihiel à DOMEVRE-EN-HAYE, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activité : Cours et assistance informatique.
- Mode d'intervention : Prestataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'Entreprise Individuelle GS FORMATIC s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 2006-2.54.1 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,

VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,

VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

VU l'agrément simple n° 1/LOR/216 obtenu par l'Association ADMR A.L.I.E.H. (Association pour la Liberté, l'Indépendance, et l'Emancipation des personnes Handicapées), sise 17 bis route de Metz à MAXEVILLE, en date du 21 avril 2005,

VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association ADMR A.L.I.E.H. le 19 octobre 2005,

VU l'avis favorable du Président du Conseil Général à l'agrément de l'association ADMR A.L.I.E.H. pour son activité mandataire et prestataire d'aide à domicile des personnes âgées et des personnes adultes handicapées, en date du 28 novembre 2005,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - L'association ADMR A.L.I.E.H., sise 17 bis route de Metz à MAXEVILLE, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activité : Assistance aux personnes âgées, handicapées ou dépendantes.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'association ADMR A.L.I.E.H. s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

DDE/INF/06/05

AERODROME DE DONCOURT-LES-CONFLANS

AVENANT N° 1 A L'ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Aviation Civile,

VU le Code du Domaine de l'État,

VU le décret n° 60-652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'État,

VU le décret n° 82.839 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.65 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,

VU le courrier de l'Ecole de Parachutisme Sportif de la Moselle en date du 25 janvier 2006 sollicitant la modification de la surface mise à sa disposition et sollicitant l'autorisation de construire un nouveau hangar de 300 m²,

VU l'avis de la Déléguee Territoriale Lorraine Champagne Ardennes en date du 3 février 2006,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'Ecole de Parachutisme Sportif de la Moselle, représentée par sa présidente Mme Nicole ROTH, dénommée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à occuper temporairement sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS aux clauses et conditions définies ci-dessous et selon le plan joint :

1. un emplacement de 7 500 m² en zone réservée sur lequel sont édifiés :

- un hangar de 300 m² appartenant à l'État,
- un club house de 120 m²,
- un hangar de 300 m² construit par l'école de parachutisme,

et sur lequel sera construit un autre hangar de 300 m² par l'école de parachutisme,

2. un emplacement de 300 m² en zone publique destiné au stationnement de 6 caravanes maximum.

ARTICLES 2 à 18 :

Ces articles sont inchangés

ARTICLE 19 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Déléguée Territoriale Lorraine Champagne Ardennes et le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est

Fait à Nancy, le 7 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental
H. CORBEAU

NAVIGATION DU NORD-EST**SECRETARIAT GENERAL**

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE
DECISION DE M. MORETAU INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSÉES
CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST - REPRÉSENTANT LOCAL DE VNF**

Le Chef du Service de Navigation du Nord-Est, représentant local de VNF,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1960 pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté n° 05010451 du 11 octobre 2005 nommant Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,
- M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable d'arrondissement PGF, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Serge HECTOR, Bernard TERRANOVA, délégation est donnée à Dominique BOURDELON à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement ADVE

à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

Article 5 : Délégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé (liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les ordres de mission des agents placés sous leur autorité

Article 6 : Délégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

Article 7 : Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'ETAT dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

Nancy, le 21 février 2006

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est
Représentant local de VNF
Jean-Philippe MORETAU

Liste 1

**LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES
VIGUEUR AU**

CODE Unité Comptable	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
010	SG / LOGISTIQUE	Jean Christophe CHESNEAU	TSP
003	Arnt EGT	Dominique BAUDOT	SA
004	Arnt Exploitation	Jean.Luc HUMBERT	Chef Subdi
002	Arnt Eau	Noëlle HANY	SA Clas. EX
012	Subdivision Bar le Duc/Void	Maurice HATIER	TSC
013	Subdivision VERDUN	Jean Pierre. LE FAURE	TSC

014	Subdivision CHARLEVILLE	Michel FURLAN	ITPE
015	Subdivision GIVET	Jean François BERNAUER BUSSIER	CTRL P
021	Subdivision TOUL	Hubert REBOUCHE	TSC
022	Subdivision Pont A Mousson	Daniel TABUTIAUX	TSC
023	Subdivision METZ	Jean François MORICEAU	ITPE
024	Subdivision NANCY	Philippe GOEDERT	ITPE
025	Subdivision EPINAL	Philippe VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF
006	Arrt P. G. F.	Françoise ERBS	ITPE
001	Salaires	Robert FORET	SA Clas. Ex

Liste 2

EN VIGUEUR AU

LISTE DES RESPONSABLES

ARRONDISSEMENTS et SUBDIVISIONS	Nom des chefs d'arrondissements et de subdivisions
Arrondissement EGT	André MAGNIER
Arrondissement Exploitation	Jean Luc AUBERTEIN
Arrondissement Eau	Philippe LEFRANC
Arrondissement SG	Dominique BOURDELON
Arrondissement PGF	Bernard TERRANOVA
Arrondissement ADVE	Michel COURTEAU
Subdivision BAR LE DUC /VOID	Maurice HATIER
Subdivision VERDUN	Jean Pierre LE FAURE
Subdivision CHARLEVILLE	Michel FURLAN
Subdivision GIVET	Jean François BERNAUER BUSSIER
Subdivision TOUL	Hubert REBOUCHE
Subdivision PONT A MOUSSON	Daniel TABUTIAUX
Subdivision METZ	Jean François MORICEAU
Subdivision NANCY	Philippe GOEDERT
Subdivision EPINAL	Philippe VACHERAT

NOM	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
Dominique BAUDOT	Responsable du BAG A. EGT	S. A.		
Jean Christophe CHESNEAU	Responsable cellule Logistique	T.S.P		
Françoise ERBS	Chargée d'étude	I.T.P.E		
Robert FORET	Responsable cellule Salaires	S.A. classe ex		
Noëlle HANY	Responsable du BAG de l'A. EAU	S.A classe ex		

Jean Luc HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE et UC	T.S.P		
Pascale RAMASSAMY	Responsable cellule comptamarchés	Chef de subdi		
Anne DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		
Michèle LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		

DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

Le Chef du Service de Navigation du Nord-Est, représentant local de VNF,

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France,

Vu le décret 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies Navigables de France

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 8 février 2006 portant délégation de signature du Président à M. François GAUTHEY, Directeur général de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du Service de la Navigation de Nancy, à compter du 02 novembre 2005

Vu la décision du 08 février 2006 portant délégation de signature du Directeur Général de VNF à M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la navigation de Nancy.

DECIDE

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :

* interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)

* interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)

* interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.

- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.

- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999,

- passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;

- passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;

- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;

- Octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;

- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;

- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;

- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE à l'effet de signer.

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :

* interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)

* interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)

* interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, Ingénieur divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. BOURDELON Dominique, Attaché principal des SD, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. AUBERTEIN Jean-Louis, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 7 : Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

Nancy, le 21 février 2006

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est Représentant local de VNF
Jean-Philippe MORETAU

SUBDELEGATIONS

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
Serge HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
Dominique BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
Bernard TERRANOVA	Responsable Arrondissement Prospective Gestion Financement	I.D.T.P.E.		
Michel COURTEAU	Responsable Arrondissement Développement	Contrat VNF		
Jean Louis AUBERTEIN	Responsable Arrondissement Exploitation	I.D.T.P.E.		
Philippe LEFRANC	Responsable Arrondissement Eau	I. D.T.P.E.		
André MAGNIER	Responsable Arrondissement Etudes et Grands Travaux	I.D.T.P.E.		
Michèle LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		

